

UN QUÉBEC INCLUSIF RICHE DE SA DIVERSITÉ

FAVORISER L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES

JE VOTE
AVEC
MA TÊTE

Assurer l'intégration

des personnes nouvellement
arrivées par le biais de l'emploi

Favoriser la francisation

en tenant compte de la
diversité des besoins

Prévenir l'intégrisme

en refusant toute forme de
discrimination et d'exclusion

Tous les humains sont de ma race.

— GILLES VIGNEAULT

Québec solidaire a une vision d'un Québec moderne, diversifié, pluraliste et inclusif. Ce Québec s'enrichit, et depuis longtemps, de la contribution de personnes appartenant à différentes communautés issues de l'immigration dont il faut favoriser la participation pleine et entière au monde du travail de même qu'à la vie sociale et politique. Nous prendrons tous les moyens pour lutter efficacement contre l'exclusion, le racisme, le profilage racial et la xénophobie qui, avec le sexisme et l'homophobie, représentent autant d'entraves à la construction du Québec que nous voulons.

Le chômage est le principal frein à l'intégration des personnes immigrantes, et ce, malgré leur plus grande scolarisation par rapport à la population née au pays. Le taux de chômage des personnes issues de l'immigration est équivalent à une fois et demie celui de la population totale (11,6% contre 7,6%).

La situation est particulièrement dramatique chez les femmes. Près d'une immigrante très récente (arrivée depuis cinq ans ou moins) sur deux est titulaire d'un diplôme universitaire alors que c'est le cas d'à peine une Canadienne née au pays sur cinq.

Le taux d'emploi augmente certes en fonction de la scolarité, mais un immense écart sépare les immigrantes des autres femmes. Il est tel qu'en 2013, une femme née au Canada qui a complété ses études secondaires avait autant de chances d'occuper un emploi qu'une diplômée universitaire arrivée de l'étranger dans les cinq dernières années (taux d'emploi de 57,1 % contre 56,7%).

Il ressort de ces données que le Québec et ses entreprises ont besoin d'une politique d'inclusion en emploi, particulièrement pour les femmes immigrantes.

LA RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES ÉTRANGERS

Présentement, les acteurs institutionnels de la reconnaissance des diplômes étrangers travaillent tous en silo. Il est clair pour Québec solidaire qu'il doit y avoir concertation entre les établissements d'enseignement, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), celui de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST), des ordres professionnels, des syndicats, des comités sectoriels de la main-d'œuvre et des organismes communautaires.

Toute politique à propos de la reconnaissance des diplômes et des acquis doit être développée en tenant compte

de l'expertise de l'ensemble de ces intervenants.

Le gouvernement du Québec a énoncé dans sa Politique gouvernementale d'éducation aux adultes et de formation continue de 2002 des postulats qui devraient également s'appliquer au contexte de la reconnaissance des diplômes et des acquis universitaires pour les personnes issues de l'immigration.

Ainsi, en s'inspirant de ladite politique, Québec solidaire croit qu'une personne :

- a droit à la reconnaissance formelle de ses acquis et de ses compétences, correspondant à des éléments de formation qualifiante dès lors qu'elle fournit la preuve qu'elle les possède ;
- n'a pas à refaire, dans un contexte scolaire formel, des apprentissages qu'elle a déjà réalisés dans d'autres lieux selon d'autres modalités ;
- ne devrait pas être tenue de faire reconnaître à nouveau

des compétences ou des acquis qui ont été évalués avec rigueur et sanctionnés par un système officiel.

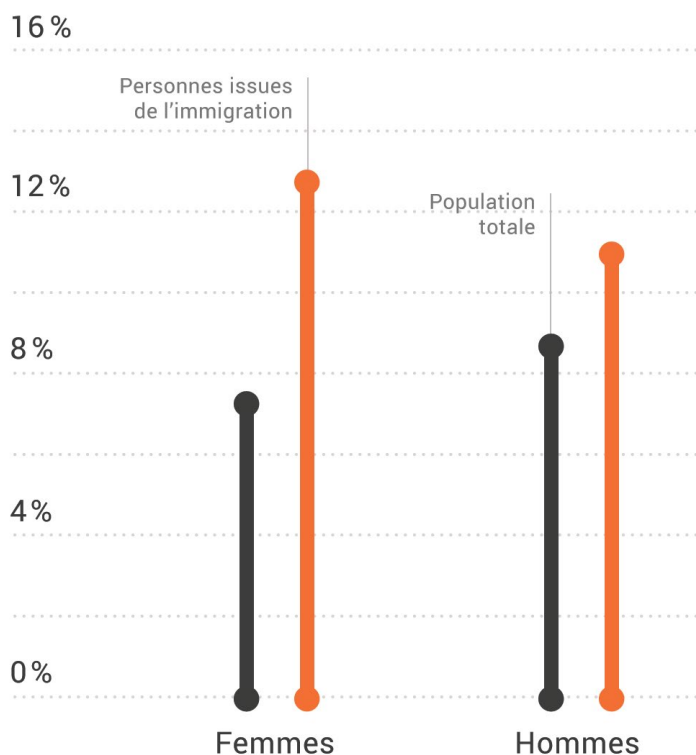
Les modalités d'application de ces postulats devront être déterminées en collaboration avec les partenaires énumérés ci-dessus afin d'harmoniser les conditions préalables qui donneront accès à ces diplômes.

À cet effet, nous augmenterons le soutien financier aux associations et aux organismes communautaires qui développent, dans les grands centres urbains et dans les régions, des services et des activités d'accueil, de soutien et d'intégration destinés aux personnes issues des communautés culturelles et de l'immigration, incluant une formation de base sur les droits du travail.

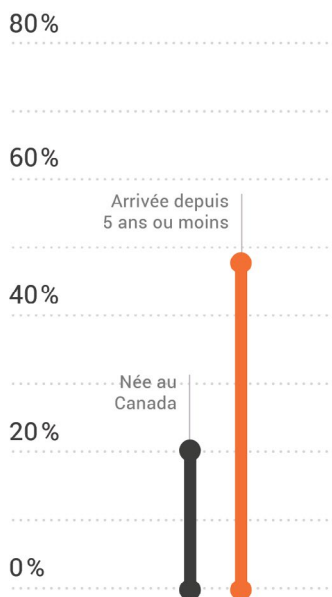
Les organismes communautaires pourront donc améliorer le soutien continu qu'ils offrent aux personnes en cours de démarche de reconnaissance.



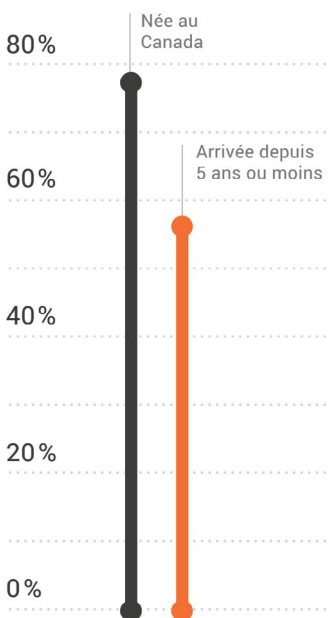
Taux de chômage au Québec en 2013



Taux de diplomation universitaire des femmes selon l'origine en 2013 au Canada



Taux d'emploi des diplômées universitaires selon l'origine en 2013 au Canada



OBTENIR UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL QUÉBÉCOISE

Les personnes nouvellement arrivées se butent souvent à un manque d'expérience québécoise. Il est donc crucial de faciliter l'obtention d'une première expérience en sol québécois, notamment en favorisant l'accès à des stages rémunérés.

Québec solidaire bonifiera le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) offert par Emploi Québec et soutiendra des initiatives telles que le programme Interconnexion de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

PRIIME octroie à l'employeur un soutien au salaire de même qu'une subvention pour des frais supplémentaires, par exemple le salaire d'un accompagnateur, des frais de formation ou la réalisation d'activités d'intégration particulières.

Le chômage est le principal frein à l'intégration des personnes immigrantes.

Interconnexion prévoit des activités de jumelage gratuites et des stages d'un mois non rémunérés. Québec solidaire considère que ces stages devraient plutôt être rémunérés.

Par ailleurs, pour réduire la précarité des personnes nouvellement arrivées, Québec solidaire abrogera le délai de carence pour

l'assurance-maladie et l'aide de dernier recours (aide et solidarité sociale).

OFFRIR PLUS DE POSSIBILITÉS D'EMPLOI

Le Québec s'est déjà doté d'un programme d'embauche de personnes issues des communautés culturelles et des minorités visibles au sein des entreprises privées employant 50 personnes et plus qui bénéficient de subventions, de prêts ou de contrats du gouvernement du Québec, des municipalités et des commissions scolaires pour des montants de 100 000 dollars et plus.

Québec solidaire réduira ce montant de moitié afin qu'un plus grand nombre d'entreprises soient tenues de se conformer à ce programme qui favorise l'embauche des personnes issues de l'immigration.

Par ailleurs, les personnes nouvellement arrivées jugent parfois trop longue et ardue la reconnaissance de leur diplôme, et ce, malgré la simplification du processus que nous proposons. Le personnel des Centres locaux d'emploi leur propose donc diverses formations qui offrent d'excellents débouchés, généralement des diplômes d'études professionnelles (DEP).

Les options présentées aux femmes dans ce cadre sont très restreintes : préposée aux bénéficiaires, éducatrice en garderie ou aide domestique. Bien que ces possibilités soient très appréciées, nous notons qu'il s'agit d'emplois moins bien

rémunérés que ceux qu'offrent par exemple un DEP en plomberie ou en soudure.

Québec solidaire lancera une campagne de sensibilisation pour le personnel des Centres locaux d'emploi, des établissements de formation professionnelle et les employeurs pour favoriser l'accès à l'égalité en emploi tant pour les femmes que pour les personnes nouvellement arrivées.

SOUTENIR LA FRANCISATION

Québec solidaire veut doter le Québec d'une politique nationale de francisation et d'accueil dans des parcours rémunérés, avec offre d'orientation et de suivi professionnel à toutes les personnes nouvellement arrivées.

En effet, Québec solidaire donnera les moyens financiers aux personnes nouvellement arrivées d'apprendre le français. Au moins 13 % des personnes issues de l'immigration abandonnent les cours de français pour aller sur le marché du travail, souvent contraintes d'accepter des emplois au bas de l'échelle salariale, simplement parce que les allocations reçues durant leur francisation sont largement insuffisantes à leur subsistance et à celle de leur famille.

On peut également fournir un incitatif supplémentaire en associant les programmes de francisation aux formations professionnelles, à l'orientation professionnelle et au suivi d'embauche. C'est déjà le cas dans certaines commissions scolaires.

Par ailleurs, les horaires de francisation dans les commissions scolaires ne sont pas adaptés. On exige en effet une disponibilité d'un minimum de 20 heures par semaine. Plusieurs femmes immigrantes sont exclues, car elles doivent rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants.

Nous devons tirer des leçons des projets pilotes actuellement en cours dans certains centres de francisation de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Ceux-ci permettent aux femmes d'étudier le français après les heures d'école des enfants pendant que ceux-ci se voient offrir un service d'aide aux devoirs.

Québec solidaire donnera les moyens financiers aux personnes nouvellement arrivées d'apprendre le français.

C'est dans cet esprit que Québec solidaire instaurera des programmes particuliers pour les femmes afin de leur faciliter l'acquisition du français, l'accès à l'éducation et au marché du travail, notamment grâce à des horaires plus flexibles compensés par des formations de plus longue durée. Soulignons que les horaires dans les centres communautaires sont plus souples et moins contraignants. Certains offrent même des activités de loisirs couplées à la pratique du français.

Nous voulons aussi mettre l'accent sur l'importance de tenir compte dans l'offre de

francisation d'une variété de situations : il y a par exemple des immigrants qui ne parlent pas français, mais ont un haut niveau d'instruction alors que d'autres sont à peine alphabétisés dans leur langue maternelle. Les formations ne peuvent pas être les mêmes.

Enfin, penser que les immigrants francophones n'ont pas besoin d'accompagnement à leur arrivée est une grande erreur tout comme penser que les autres peuvent apprendre le français à l'étranger et que cela suffit. L'intégration dans des groupes d'accueil permet aussi de discuter de ses expériences de vie à l'arrivée, de mieux connaître le nouveau contexte, la nouvelle culture de la société d'accueil.

LUTTER CONTRE L'EXCLUSION POUR PRÉVENIR L'INTÉGRISME

Québec solidaire dénonce la tactique de peur employée par certains partis qui, par populisme et électoralisme, amalgament immigration, islam et intégrisme. L'intégrisme n'est pas l'apanage d'une seule religion : il existe également des intégristes dans le christianisme, le judaïsme, l'hindouisme, etc.

Nous considérons que l'emploi est un excellent rempart contre l'intégrisme, particulièrement l'emploi dans le secteur public qui constitue un excellent milieu de socialisation et d'exposition aux pratiques et valeurs communes de la société. C'est pourquoi nous misons sur l'intégration socio-économique des

personnes membres des communautés culturelles et des minorités visibles par l'emploi et par une école publique qui prône l'égalité entre les sexes tout autant que la diversité sexuelle.

Il va sans dire que Québec solidaire considère inacceptable tout appel à la haine ou à la violence, particulièrement contre les femmes ou contre les minorités sexuelles. La police peut et doit intervenir dans ces situations. De plus, nous ferons pression sur le gouvernement canadien pour qu'il abroge l'alinéa 319(3)b) du Code criminel qui permet aux organismes religieux de tenir un discours haineux, notamment contre les femmes et les minorités sexuelles.

C'est lorsque les personnes se sentent menacées ou en situation d'insécurité financière qu'elles sont plus susceptibles de se replier sur elles-mêmes. Québec solidaire propose une campagne de sensibilisation et une offre de services de soutien social et juridique pour répondre aux besoins des femmes qui vivent des situations d'oppression découlant des pressions exercées par le milieu familial, communautaire ou religieux contraignant.

Québec solidaire croit fermement que c'est en combattant la pauvreté et l'exclusion, en assurant l'autonomie financière des personnes nouvellement arrivées que nous favoriserons leur intégration dans la société. En mettant fin à la discrimination à l'emploi, nous préviendrons l'intégrisme.

Québec solidaire
7105, rue Saint-Hubert, bureau 304
Montréal (Québec) H2S 2N1



twitter.com/quebecsolidaire
facebook.com/quebecsolidaire

PAYÉ ET AUTORISÉ PAR ALAIN TREMBLAY, AGENT OFFICIEL DE QUÉBEC SOLIDAIRE
IMPRIMÉ PAR QUADRISCAN, 6600 SAINT-URBAIN, MONTRÉAL (QC) H2S 3G8